

CR.1 Cartes de résident subordonnées à une ancienneté de séjour régulier ou de mariage)

(RLD-UE ; regroupement familial ; parent d'enfant ou conjoint de Français ; accords franco-marocain, franco-tunisien et d'Afrique francophone subsaharienne ; apatride et membres de famille de ces derniers)

L'étranger doit apporter les originaux, accompagnés d'une copie, des documents suivants (NB : les justificatifs doivent être accompagnés, le cas échéant, de leur traduction en français par un traducteur interprète agréé près une cour d'appel) :

1. PREMIÈRE DEMANDE – DOCUMENTS COMMUNS

Justificatif d'état civil :

- une copie intégrale d'acte de naissance (sauf si le demandeur est déjà titulaire d'une carte de séjour) comportant les mentions les plus récentes ;
- Le cas échéant, copie de la carte de séjour du membre de famille rejoint (sauf famille de Français)

Justificatif de nationalité :

- passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas) ;
à défaut autres justificatifs (attestation consulaire, carte d'identité, carte consulaire, etc.)

Justificatif de domicile datant de moins de 6 mois :

- facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou : bail de location de moins de 6 mois ou quittance de loyer (si locataire) ; ou taxe d'habitation ;
- si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ;
- en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte d'identité ou de sa carte de séjour, et justificatif de son domicile si l'adresse de sa CNI ou de sa carte de séjour n'est plus à jour.

3 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005) (pas de copie)

Si le demandeur est marié et ressortissant d'un Etat dont la loi autorise la polygamie, **une déclaration sur l'honneur selon laquelle il ne vit pas en France en état de polygamie**

Certificat médical délivré par l'OFII à remettre au moment de la remise du titre.

2 enveloppes timbrées libellées à votre nom et adresse

Justificatifs de l'intégration républicaine (obligatoire pour les cartes de résident des points 2.1 ; 2.2 ; 2.4 [sauf : membres de famille de ressortissants Tunisiens ; ou membres de famille de ressortissants du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal ou Togo lorsqu'il s'agit d'un premier titre de séjour en France] ; 2.5 et 2.6) :

- diplôme ou certification (liste définie par arrêté INTV1805032A du 21 février 2018) permettant d'attester de la maîtrise du français à un niveau au moins égal au niveau A2 du cadre européen commun de référence pour les langues, sauf si le demandeur est âgé de plus de 65 ans.

2. PREMIÈRE DEMANDE – DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU TITRE SOLLICITÉ

2.1. Carte de résident de longue durée – UE : 5 ans de présence régulière (art. L. 424-5, L. 424-9 et L. 426-17 du CESEDA)

code Agdref : 3148, 3140, 3141,
3142, 3143 ou 3144 selon le cas

- Justificatifs de séjour ininterrompu en France de 5 ans** (titres de séjour et récépissés, certificat de scolarité, avis d'imposition, etc.).
Pour le titulaire d'une « carte bleue européenne » (CBE), une partie de ces 5 ans peut avoir lieu sur le territoire d'un autre Etat membre de l'UE mais les 2 années de séjour précédent la demande de délivrance de la carte de résident doivent être effectuées en France ; si vous êtes réfugiés ou titulaire de la protection subsidiaire, le calcul de la durée de 5 ans commence à la date du dépôt de la demande d'asile.
- Justificatifs de ressources propres individuelles ou du couple si mariés** (à l'exclusion des prestations sociales ou allocations), **suffisantes** (au moins égales au niveau du SMIC), **stables et régulières** (sur les 5 dernières années) : bulletins de paie ou avis d'imposition ou attestation de versement de pension ou contrat de travail ou attestation bancaire, revenus fonciers, etc. (sont exemptés de cette condition de ressources les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité qui doivent produire les justificatifs de la qualité d'allocataire).
- Justificatif d'assurance-maladie** : carte d'assurance-maladie ou attestation d'assurance-maladie.

2.2. Ressortissants du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo : 3 ans de présence régulière en France avec certaines cartes de séjour (art. 11 des accords, sauf Cameroun : art. 12)

code Agdref : 1400

Mêmes justificatifs que pour la carte « Résident de longue durée – UE » (cf. point 2.1) sauf :
- le séjour ininterrompu et régulier en France n'a à être attesté que sur une durée de 3 ans ;
- la stabilité et la régularité des ressources ne seront appréciées que sur les 3 dernières années.

2.3. – Marocains : 3 ans de présence régulière en France avec la carte de séjour « salarié »

code Agdref : 1400

(art. 3 de l'accord franco-marocain du 9 octobre 1987)
– **Tunisiens : 3 ans de présence régulière en France** (art. 3 de l'accord franco-tunisien du 17 mars 1988)

- Justificatifs de 3 ans de séjour ininterrompu en France** (certificat de scolarité, avis d'imposition, etc.).
- Justificatifs de ressources propres** (exclusion des prestations sociales ou allocation), **suffisantes** (au moins égales au niveau du SMIC), **stables et régulières** sur les 3 dernières années : bulletins de paie ou avis d'imposition ou attestation de versement de pension ou contrat de travail ou attestation bancaire, etc.
- Autres justificatifs de l'intention de s'établir durablement** (facultatif et uniquement pour les ressortissants de Tunisie n'ayant pas été titulaires d'une carte de séjour portant la mention « salarié ») : liens familiaux ou titre de propriété d'un logement ou certificats de scolarité en France des enfants, etc.

2.4. Regroupement familial (art. L. 423-16 du CESEDA)

code Agdref : 1505

- Visa de long séjour** au titre du regroupement familial.
- Titre de séjour du conjoint ou parent accueillant
- Si l'intéressé(e) est le conjoint : déclaration sur l'honneur conjointe du couple attestant de leur vie commune et extrait d'acte de mariage correspondant à la situation au moment de la demande.
- Justificatifs de résidence non interrompue d'au moins 3 ans (cartes de séjour et récépissés de renouvellement, certificat de scolarité, avis d'imposition, etc.) sauf application d'un accord bilatéral.

Titre de séjour en cours de validité

2.5. Parent d'enfant français (après 3 ans de carte de séjour en cette qualité) (art. L. 423-10 du CESEDA)

code Agdref : 1503

- Résidence en France de l'enfant** (preuve par tous moyens) : certificat de scolarité ou de crèche, présence de l'enfant lors de la demande, etc.
 - Justificatifs de trois ans de séjour régulier** : carte de séjour temporaire en tant que parent d'enfant français, carte de séjour pluriannuelle, attestations de renouvellement
 - Justificatifs prouvant la nationalité française de l'enfant du demandeur** : carte nationale d'identité ou certificat de nationalité française de l'enfant de moins de 6 mois.
 - Justificatifs prouvant que le demandeur est le parent de l'enfant français :
extrait de l'acte de naissance ou copie intégrale de l'acte de naissance comportant le lien de filiation.
 - Justificatifs suffisamment probants établissant que le demandeur contribue effectivement à l'entretien et à l'éducation de l'enfant (dans les conditions de l'article 371-2 du code civil) depuis sa naissance ou depuis au moins 2 ans (preuve par tous moyens) :**
 - versement d'une pension ; (à titre subsidiaire seulement : achats destinés à l'enfant (de nature alimentaire, vestimentaire, diverse : frais de loisirs, éducatifs, d'agrément ; jouets)
 - participation à l'éducation de l'enfant (hébergement régulier ; intérêt pour la scolarité de l'enfant ; présence affective réelle ; témoignages, etc.)
 - présence des 2 parents attendue lors de la convocation au guichet. A défaut, joindre une attestation de contribution du parent français (et de communauté de vie s'il y a lieu), signée par le parent français et légalisée en mairie
- A défaut :**
- Décision du juge judiciaire (ordonnance ou jugement) ordonnant au parent français de s'acquitter de ses obligations découlant de l'article 371-2 du code civil (versement d'une pension alimentaire ou d'une contribution financière).

2.6. Conjoint de Français (art. L. 423-6 du CESEDA)

code Agdref : 1501

- Justificatifs de mariage d'une ancienneté au moins égale à 3 ans** : copie intégrale de l'acte de mariage correspondant à la situation au moment de la demande (en cas de mariage célébré à l'étranger, transcription du mariage sur les registres de l'état civil français).
 - Justificatifs de trois ans de séjour régulier** : carte de séjour, attestation de renouvellement
 - Nationalité française du conjoint** : carte nationale d'identité en cours de validité ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois.
- Communauté de vie :**
- Déclaration sur l'honneur conjointe du couple attestant de leur vie commune
et
 - Tous documents permettant d'établir la communauté de vie depuis le mariage (contrat de bail, quittance EDF, relevé d'identité bancaire, etc.) ou depuis la délivrance de la dernière carte de séjour temporaire octroyée en qualité de conjoint de Français.

2.7. Apatrides et membres de sa famille (art. L. 424-21 du CESEDA)

code Agdref : 1511
Conjoint et enfants : code Agdref :
1515

- Attestation de maintien du statut d'apatride** délivrée par l'OFPPA.
- Justificatifs de 3 ans de résidence régulière** : copie des cartes de séjour temporaires reçues.

Pièce justificative obligatoire dans toutes les situations.

Case à cocher : pièce justificative obligatoire selon la situation du demandeur.

